

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
n° 24-2025-01-22-00003  
du 22 JAN. 2025**

**au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)  
à l'encontre de la SARL ARTASO représentée par M. Jean-Luc ARTASO  
en vue de régulariser la situation administrative  
d'un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage (VHU)  
exploité au 1063 route des Jonquilles – 24560 SAINT-AUBIN -DE-LANQUAIS**

La préfète de la Dordogne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n°88-1813 du 20 octobre 1988 autorisant M. Jean-Luc ARTASO, à exploiter une installation classée sous la rubrique 286 au lieu-dit Turelure – 1063 route des Jonquilles – sur la commune de SAINT-AUBIN-DE-LANQUAIS ;

Vu l'arrêté préfectoral n°110049 du 12 janvier 2011 complétant les dispositions de l'arrêté d'autorisation initial et reclassant l'activité de la SARL ARTASO sous les nouvelles rubriques 2712 et 2713 en lieu et place de l'ancienne rubrique 286 de la nomenclature des ICPE ;

Vu l'inspection réalisée le 8 avril 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 27 mai 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier réceptionné le 4 juin 2024 ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant à la transmission du rapport et du projet de mise en demeure susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection du 8 avril 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'extension du dépôt de déchets et de VHU dûment autorisé sur les parcelles n° 0451, n° 0452, n° 0453 et n° 0454 sans l'autorisation requise ainsi que plusieurs écarts réglementaires ;

Considérant qu'aucun dossier de demande d'extension n'a été adressé au service d'inspection des installations classées, ni à la préfète de la Dordogne ;

Considérant que le fonctionnement de cette installation porte atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application des articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, la préfète est tenue de mettre en demeure la SARL ARTASO, représentée par M. Jean-Luc ARTASO, afin de régulariser sa situation administrative ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

## **A R R E T E**

### **Article 1 – Objet**

La SARL ARTASO exploitant un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage situé 1063 route des Jonquilles – 24560 SAINT-AUBIN-DE-LANQUAIS, représentée par M. Jean-Luc ARTASO, son gérant, est mise en demeure, pour l'exploitation du stockage de VHU sur les parcelles n° 0451, n° 0452, n° 0453 et n° 0454, de :

1. Soit déposer sous un délai de 3 mois à la préfecture de la Dordogne un porter à connaissance en vue de régulariser la situation administrative de l'établissement situé à l'adresse précitée. Ce porter à connaissance doit être établi conformément aux dispositions du code de l'environnement. A compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à la fin de l'instruction du dossier de demande de régularisation, la SARL ARTASO ne devra plus accepter aucun VHU ni ferrailles sur les parcelles non autorisées.
2. Soit cesser toute activité classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement sur les parcelles non autorisées n° 0451, n° 0452, n° 0453 et n° 0454, nettoyer et déposer en préfecture de la Dordogne un mémoire de remise en état établi conformément aux dispositions du code de l'environnement, à la fin des travaux de remise en état et au plus tard dans un délai de 8 mois. Elle devra :
  - ne plus accepter aucun VHU ni ferrailles sur ces parcelles ;
  - évacuer suivant les filières réglementaires, la totalité des véhicules et ferrailles présents sur ces différentes parcelles ;
  - placer, à l'issue de cette évacuation, le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

### **Article 2 – Prescriptions**

La SARL ARTASO, exploitant un dépôt de ferrailles et de VHU situé 1063 route des Jonquilles– 24560 SAINT-AUBIN-DE-LANQUAIS, représentée par M. Jean-Luc ARTASO, son gérant, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

Arrêté préfectoral du 12 janvier 2011, article 6 :

Les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel.

Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, article 20 :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles.

Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, article 25-V :

Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

L'ensemble de ces prescriptions devront être respectées sous un délai de 8 mois.

La SARL ARTASO dispose d'un **délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté pour informer la préfète de la Dordogne du choix retenu.

### **Article 3 – Mesures d'évacuation des déchets**

En application de l'article R.543-156 du code de l'environnement, tous les déchets et VHU enlevés du site devront être remis à des démolisseurs agréés à cet effet.

### **Article 4 – Mise à l'arrêt définitif**

1. Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie à préfète la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
2. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
3. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.  
L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.  
Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.
4. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R.512-46-24 bis.

### **Article 5 – Sanctions en cas de non-respect**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 et à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-7 du code de l'environnement.

### **Article 6 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par la SARL ARTASO dans un délai de 2 mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

## Article 7 – Notification et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la SARL ARTASO.

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de Bergerac, le maire de la commune de SAINT-AUBIN-DE-LANQUAIS (24560), le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne-Lot-et-Garonne de la DREAL N-A, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne et dont une copie leur sera adressée.

Périgueux, le 22 janvier 2025

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD